

# Vers une nouvelle stratégie?

Ils ont leurs propres écoles, médias et même quartiers d'habitation. Mais qui sont vraiment les expatriés? Une enquête a été menée sur cette communauté discrète et aisée, qui vit à côté des Suisses sans vraiment se mêler à eux. Aujourd'hui les grandes villes de Suisse font toutes le même constat: il n'y a plus assez de places disponibles dans les établissements internationaux pour pallier l'afflux de la communauté d'expatriés.

«Bonjour, hello, can I help you?» sourit la vendeuse du magasin d'habits pour enfants. Au centre commercial de Chavannes-de-Bogis, l'anglais est omniprésent, de la caisse du supermarché au restaurant self-service. Parfois, on entend quelques bribes d'allemand, de suédois ou d'hindi. C'est que nous sommes au beau milieu d'un territoire exigu, courant de Versoix à Nyon, qui héberge la plus grande concentration d'expatriés du pays. Malgré leur nombre, ces travailleurs déplacés en Suisse pour quelques années par leur entreprise ou une organisation internationale restent mal connus.

Difficile pourtant de les quantifier. Il n'existe pas de chiffres précis, car les expats se fondent dans la masse des étrangers détenteurs d'un permis B (autorisation de séjour renouvelable pour les non-membres de l'Union européenne). Mais on peut les évaluer à quelque 100'000 pour l'ensemble de la Suisse romande, soit presque l'équivalent d'une ville comme Lausanne. Rien qu'à Genève, il y en a 65'000, dont 40'000 fonctionnaires internationaux et leur famille. Car lorsqu'un expatrié est dépêché en Suisse, c'est en moyenne trois autres membres de sa famille qui font également le déplacement. Mais pour aller où?

La plupart des expats sont installés sur l'arc lémanique, notamment dans la région de Nyon et Morges-Rolle. Ces deux zones ont connu la plus forte hausse démographique de Suisse romande (+18% et 14%, dont une majorité d'étrangers) entre 1996 et 2006, selon une étude de Crédit Suisse parue en août 2008. Habités aux longs trajets en voiture dans leur pays d'origine et confrontés aux pénuries de logement genevoise et lausannoise, ils n'hésitent pas à s'exiler hors des villes. Outre-Sarine, les villes de Berne, Zurich et Bâle ne sont pas en reste. Leur rayonnement international, leur position géographique stratégique et leur tissu économique en font des villes privilégiées par la communauté d'expatriés. Néanmoins, le phénomène reste relativement moindre par rapport à la situation romande.

## Le cas Romand

---

«La Suisse romande dispose d'infrastructures attrayantes: un aéroport international à quelques pas de Genève, des transports publics efficaces, de bons hôpitaux et des hautes écoles à la pointe qui permettent des transferts de technologie intéressants», détaille Blaise Matthey, le directeur de la Fédération des entreprises romandes. La fiscalité attractive s'y ajoute, même si les cantons romands ont dû renoncer, au début de 2009, à l'arrêté Bonny. Enfin, les multinationales apprécient de pouvoir trouver facilement du personnel hautement qualifié, multilingue, productif et peu enclin à la grève.

Malgré ces conditions cadre avantageuses, les efforts déployés par les cantons varient beaucoup. Genève se reposerait sur ses lauriers, persuadée que la seule renommée de son nom suffit à attirer les multinationales, selon plusieurs observateurs. A l'inverse, Vaud et surtout les cantons périphériques comme Neuchâtel et Fribourg ont su saisir la balle au bond. «Ces cantons font un effort particulier en termes de fiscalité», note Jacques Pasche, directeur du Développement économique de la Suisse occidentale (DEWS). «Ils partent de plus loin, ils ont compris qu'il fallait s'activer.» Les chiffres sont éloquentes: Genève a attiré 30 nouvelles entreprises étrangères en 2008 – un résultat décevant au vu du prestige de la ville – contre 33 pour Vaud, 26 pour Neuchâtel et 29 pour le Valais.

Mais au-delà de ces rivalités, il manque une stratégie intercantonale. «Il n'existe pas de vision de la Suisse romande comme un espace unifié», déplore Thierry Baglan, l'un des démarcheurs du DEWS pour le marché français. «Or, auprès des multinationales, la promotion se fait par secteurs d'activité, et non par canton. Il faut mutualiser les efforts si l'on veut conserver des conditions cadre compétitives par rapport aux autres pays.» Eric Maire, du Développement économique vaudois, rappelle que si 20 à 25 promotions économiques étaient en compétition pour attirer les entreprises américaines il y a dix ans, elles sont maintenant 170. «Nous sommes en concurrence avec des Etats comme la France et l'Allemagne qui sont prêts à subventionner les firmes qui créent des emplois chez eux», dit-il.

### Intégration: une dure réalité

---

Attirer la main-d'œuvre expatriée, c'est une bonne chose, mais faut-il encore qu'elle s'intègre. C'est là toute la difficulté de ces familles dépêchées en Suisse pour une durée de deux à trois ans. «La logique de la multinationale, c'est de mettre l'employé dans un environnement entièrement sécurisé», note David Talerman, auteur français de l'ouvrage «Travailler et vivre en Suisse.» L'expat, sachant qu'il peut jouer au foot dans l'équipe anglophone de l'entreprise et que ses enfants suivent le programme scolaire américain à l'école internationale, sera moins dépaysé, et donc plus disponible pour son travail. Procter & Gamble est passé maître en la matière: la multinationale a mis sur pied une hotline 24/24 qui fournit des conseils et un soutien aux expats, leur propose des cours de langue et organise

une pléthore d'activités hors des heures de bureau (participation au Marathon de Genève, journées de ski ou cours de yoga). Problème: la vie sociale de l'expat se concentre alors exclusivement sur son environnement de travail. «Professionnellement, il s'agit d'une attitude rationnelle mais, sur le plan humain, c'est un ratage complet», s'insurge David Talerman.

Pour le conjoint qui a souvent tiré un trait sur une carrière prestigieuse pour suivre son mari ou sa femme à l'étranger, c'est encore pire: coupé de son réseau amical et familial, il risque de se retrouver complètement isolé. «Si le conjoint ne décroche pas un poste satisfaisant, il restera éternellement le mari ou la femme de», note l'auteur. Certaines entreprises ont compris l'importance de cet aspect et proposent aux conjoints des cours de langue ou des formations complémentaires pour leur permettre de s'adapter au marché du travail local. Novartis a même lancé en 2001 le Spouse Career center, un organisme chargé d'aider le conjoint à trouver un emploi.

Hors de l'entreprise aussi, une multitude de structures permettent aux expats de rester entre eux: associations comme l'International Women's Club, sites communautaires comme le géant Glocals (27'000 membres) et médias anglophones (GenevaLunch, Swisster, World Radio Geneva ou Nasha Gazetta pour les Russes). Sans oublier les nombreux événements organisés pour cette population, tels que les Happy Thursdays du Centre d'accueil de la Genève internationale, les «welcome drinks» de Glocals ou le Léman Expats Fair, une foire qui a lieu une fois par année à Morges.

## Vivre en Suisse sans en apprendre la langue

«Ce n'est pas facile de se motiver à apprendre le français en Suisse: il y a tellement d'anglophones qu'on peut facilement survivre sans», note Catherine Nelson-Pollard. «J'ai vécu au Chili et en Uruguay où nous n'avions pas d'autres choix que de parler l'espagnol, car nous étions les seuls gringos de la ville.» Et de se souvenir de cette Américaine qui a fini en larmes après avoir passé des heures à tourner dans le parking d'un supermarché romand, car elle ne connaissait pas le mot français «sortie».

Reste que les Romands ont aussi leur part de responsabilité. «L'exclusion se passe dans la tête de l'expatrié, mais aussi dans celle des locaux», relève David Talerma. «Ils ont tendance à ne pas trop vouloir s'investir dans une relation s'ils savent qu'on va de toute façon repartir bientôt.»

Himanshu, 34 ans, venu à Genève pour travailler dans le négoce de sucre, se plaint de n'avoir pas encore rencontré un seul Suisse: «J'ai vécu à Dubaï, en Asie du Sud-Est, en Afrique, mais c'est ici que je trouve le plus dur de me mêler à la population locale. Même les voisins d'un immeuble commun ne s'adressent pas la parole», raconte l'Indien.

*Mehdi Atmani, journaliste, avec Julie Zaugg, journaliste à la rubrique suisse de «L'Hebdo», ont réalisé cet article tiré d'un article publié dans «L'Hebdo» sur les expatriés en Suisse romande et adapté à la Suisse entière.*

## La deuxième génération se sent Suisse avant tout

Mais si les clichés ont la vie dure – tant celui du Suisse renfermé que celui de l'étranger hautain –, la réalité est plus nuancée. «Les expats ont un vrai intérêt pour le fonctionnement de leur pays d'accueil», remarque Nir Ofek, l'un des fondateurs de Glocals. «Récemment, nous avons mis sur pied un événement pour leur expliquer la politique suisse et 520 personnes se sont inscrites!» L'Américaine Ellen Wallace, qui a lancé GenevaLunch, pense elle aussi que l'époque où les anglophones pouvaient vivre vingt ans en Suisse sans piper un mot de français est révolue. «La jeune génération est plus ouverte. La diversification des nationalités au sein de la communauté expat les a obligés à s'adapter.» Sans oublier que, si la durée de séjour moyenne d'un expatrié ne dépasse pas deux ou trois ans, certains ont fini par prendre racine. Et leurs enfants ont grandi en Suisse. «Mon fils se sent davantage Suisse qu'Américain», raconte la journaliste. «Il voyage avec son passeport helvétique et il a complètement intégré la neutralité ainsi que le rapport à l'argent, qui caractérisent la Suisse.» Une intégration et un sentiment national favorisés par le milieu scolaire dans lequel évoluent les enfants d'expatriés: en la matière, il existe de grandes disparités selon les régions de Suisse et les cantons, tant en termes d'offres que de demandes.

## Scolarité: les cantons peinent à pallier l'afflux

Lors de son arrivée en Suisse, chaque famille d'expatriés est prise en charge par les sociétés de relocation mandatées par la multinationale. Celles-ci offrent un soutien non négligeable aux familles en termes de logement, mais surtout en termes d'éducation. Mais à l'heure actuelle, les villes de Genève, Lausanne, Berne, Bâle ou Zurich font toutes le même constat: il n'y a plus assez de places disponibles dans les établissements internationaux pour pallier l'afflux de la communauté d'expatriés. Un problème qui prend toute son ampleur en Suisse romande. Les enfants en bas âge seront scolarisés dans la société d'accueil, alors que les plus grands suivront automatiquement un cursus international. Et c'est bien là le problème.

Au sein de la trentaine d'établissements internationaux présents entre Montreux et Genève, on ne peut plus absorber le flux des nouveaux arrivants. «A Genève, où l'école internationale assure l'éducation de 4000 enfants d'expatriés, on enregistre une hausse de la demande de 100% par rapport à l'année dernière», souligne Michaelene Stack, directrice du développement de l'Ecole internationale de Genève. Un constat partagé par l'ensemble des établissements de la région. Selon Pierre-Antoine Hildbrand, responsable de l'Association vaudoise des écoles privées (AVDEP), il manque 6000 places dans les écoles internationales. Une pénurie qui touche particulièrement le canton de Vaud, où l'offre est bien en deçà de la demande.

## Die Schweiz – ein Land für Expats?

**Mehrere hunderttausend Expats leben in der Schweiz. Sie arbeiten in multinationalen Unternehmen oder an Hochschulen. Die Wirtschaftsförderung, die seit der Krise der achtziger Jahre bemüht ist, ausländische Firmen in die Schweiz zu holen, hat offensichtlich Erfolg gezeigt. Nicht zu vergessen sind jedoch auch all die internationalen Funktionäre, die sich vor allem in der Region Genf niedergelassen haben. Expats sind der Motor der schweizerischen Wirtschaft. Grosse Multis wie Procter & Gamble oder Nestlé werfen Hunderte von Millionen Franken ab. Die Kantone wissen dies zu schätzen, indem sie steuerliche Vergünstigungen sowohl an Firmen wie auch an Privatpersonen erlassen haben. Die Postkartenlandschaften tun ihr Übriges, dass die Schweiz attraktiv bleibt. Weniger bekannt ist, wie es mit der Integration dieser neuen Nomaden steht. Zwar hofiert man den interessanten Steuerzahlern, doch bezüglich Angebote im Wohnsektor und im Bildungswesen hapert es. Die internationalen Schulen platzen aus allen Nähten.**



Pourtant, les projets d'expansion de manquent pas. A l'étroit, l'École internationale de Lausanne avait déjà, en 2005, quitté son campus de Pully pour s'établir au nord de la ville, au Mont. Aujourd'hui, ses 600 places ne suffisent plus. L'école a entrepris des procédures d'agrandissement pour accueillir 300 élèves supplémentaires. Au collège de Champittet, on recherche depuis des mois un terrain sur La Côte (entre Morges et Genève) pour implanter une extension de l'école qui accueillerait 600 élèves supplémentaires. Mais le marché est saturé et les autorités communales ne facilitent pas toujours la tâche. En comparaison avec Vaud, Genève se montre plus volontariste. «L'Etat de Genève a mieux anticipé la pénurie de places dans les écoles», rappelle Daniel Loeffler, directeur de la Promotion économique genevoise.

Face au manque de coopération des autorités communales vaudaises, plusieurs établissements songent à s'établir dans d'autres cantons, à l'instar du collège Saint-Georges à Montreux. Ce dernier migre ailleurs, à Neuchâtel, où l'offre en écoles internationales est encore faible. Son établissement accueillera 150 élèves supplémentaires à la rentrée. Une bonne affaire pour le canton de Neuchâtel. Car qui dit écoles internationales, dit multinationales. Selon le même calcul, le canton de Fribourg comptait ouvrir, l'année dernière, son premier établissement international, «mais à l'heure actuelle, sur l'axe Berne-Lausanne, nous n'avons pas la masse critique d'élèves pour concrétiser notre projet», déplore Thierry Mauron.

### Les infrastructures scolaires alémaniques mieux armées

Au-delà des aides étatiques, d'autres solutions, dans le secteur public, permettraient de pallier la pénurie. Eric Maire suggère la mise en place d'un partenariat entre établissements publics et privés, se concrétisant, entre autres, par le partage des enseignants ou des infrastructures. De même, il estime qu'il faudrait envisager la création de filières bilingues dans le public. Outre-Sarine, on a mieux anticipé la pénurie. Il faut dire qu'elle est moindre, mais les cantons alémaniques, à l'instar de Zurich, intègrent d'ores et déjà les jeunes expatriés dans les filières publiques, en dispensant un enseignement bilingue. Parallèlement, il planche – tout comme Bâle – sur l'extension des campus internationaux existants, voire à la création de nouveaux sites. Quant à la Suisse romande, le libre choix entre écoles privées et publiques revendiqué par les parents d'élèves, n'est pour l'instant pas envisagé.

### Schnell zu einem neuen sozialen Umfeld

Die Website «[www.glocals.com](http://www.glocals.com)» ist ein Treffpunkt und Marktplatz für alle, die sich sowohl im Globalen wie im Lokalen zu Hause fühlen.

Nir Ofek, einer der Gründer von glocals.com bringt es auf den Punkt: «Als ich vor zehn Jahren von Canada nach Genf kam, dauert es lange, bis ich neue Freunde gefunden hatte.» Heute ist es einfacher: «Man schaut sich bei glocals.com um und findet sofort Leute, die ähnliche Interessen haben.» Tatsächlich, auf der Website findet man Hinweise auf Skiweekends, Lauftreffs, Partys, Konzerte oder Tipps, was man bei der Ausreise mit dem Pensionskassengeld machen soll. Und natürlich werden auch Nannys gesucht und Wohnungen angeboten. Die Website zählt nach eigenen Angaben über 25'000 Mitglieder. Davon sind ein Drittel Briten, Amerikaner und Schweizer. Englisch ist die gemeinsame Sprache der Expats und jener, die sich in dieser Umgebung wohl fühlen. Während sich die Angebote zuerst auf Genf beschränkten, findet der Austausch heute auch in anderen grösseren Schweizer Städten statt.